

REITMANS

(CANADA) LIMITÉE

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion (le « rapport de gestion ») de Reitmans (Canada) Limitée et de ses filiales (« Reitmans » ou la « société ») doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de Reitmans au 3 novembre 2018 et pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes à cette date et les états financiers consolidés annuels audités de Reitmans au 3 février 2018 et pour l'exercice clos à cette date, ainsi que des notes y afférentes, lesquels sont disponibles sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com. Le présent rapport de gestion est daté du 6 décembre 2018.

Tous les renseignements financiers contenus dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de Reitmans ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), aussi appelées principes comptables généralement reconnus (« PCGR »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Tous les montants d'argent qui figurent dans les tableaux du présent rapport de gestion sont en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire ou lorsqu'il s'agit d'un montant par action ou d'un prix d'exercice. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et le présent rapport de gestion ont été examinés par le comité d'audit de Reitmans et ont reçu l'approbation du conseil d'administration de la société le 6 décembre 2018.

À moins d'indications contraires, toutes les données comparatives portant sur les résultats et qui sont présentées pour la période de 13 semaines close le 3 novembre 2018 (« troisième trimestre de l'exercice 2019 ») sont comparées aux données de la période de 13 semaines close le 28 octobre 2017 (« troisième trimestre de l'exercice 2018 ») et toutes les données comparatives portant sur les résultats et qui sont présentées pour la période de 39 semaines close le 3 novembre 2018 (« neuf premiers mois de l'exercice 2019 ») sont comparées aux données de la période de 39 semaines close le 28 octobre 2017 (« neuf premiers mois de l'exercice 2018 »). L'exercice clos le 3 février 2018 (« exercice 2018 ») comportait 53 semaines au lieu des 52 semaines habituelles, de sorte que chacun des trois premiers trimestres de l'exercice 2019 se termine une semaine plus tard que les trimestres comparatifs de l'exercice 2018, ce qui peut avoir une incidence sur la comparaison des résultats.

Des renseignements supplémentaires sur Reitmans sont disponibles sur le site Web de la société, à l'adresse www.reitmanscanadalimitee.com, ou sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'exception des déclarations de fait, lesquelles sont vérifiables indépendamment à la date des présentes, toutes les déclarations contenues dans le présent rapport sont prospectives. Toutes les déclarations, formulées d'après les attentes actuelles de la direction, comportent de nombreux risques et incertitudes, connus ou non, dont un nombre important est indépendant de la volonté de la société. En conséquence, les résultats réels futurs peuvent s'avérer considérablement différents des résultats prévus contenus dans les déclarations prospectives, qui reflètent les attentes de la société uniquement en date du présent rapport de gestion. Les déclarations prospectives sont fondées sur les estimations, les opinions et les hypothèses actuelles de la société, qui reposent sur la perception de la direction à l'égard des tendances historiques, des conditions actuelles et de l'évolution future prévue ainsi que d'autres facteurs qu'elle juge appropriés dans les circonstances. Le présent rapport de gestion renferme des déclarations prospectives au sujet des objectifs, des plans, des buts, des aspirations, des stratégies, de la situation financière, des résultats

d'exploitation, des flux de trésorerie, du rendement et des perspectives de la société, ainsi que des occasions qui s'offrent à elle et des questions d'ordre juridique et réglementaire qui la concernent. Les déclarations prospectives dans le présent rapport de gestion comprennent notamment des déclarations concernant les résultats et événements futurs prévus de la société, les liquidités futures, les dépenses d'investissement en immobilisations planifiées, le montant des cotisations versées au régime de retraite, l'état et l'incidence de la mise en œuvre de systèmes, la capacité de la société à mettre en œuvre avec succès ses initiatives stratégiques et ses initiatives au chapitre de la réduction des coûts et de l'amélioration de la productivité ainsi que l'incidence de telles initiatives. Ces déclarations prospectives spécifiques se retrouvent dans l'ensemble du présent rapport de gestion et comprennent celles qui sont mentionnées à la rubrique intitulée « Gestion des risques d'exploitation et des risques financiers » du présent rapport de gestion. Les déclarations prospectives se reconnaissent généralement à l'emploi de termes comme « prévoir », « s'attendre à », « croire », « pourrait », « estimer », « avoir l'intention de », « planifier », « chercher à », « s'efforcer » et d'autres expressions semblables et à l'utilisation du futur et du conditionnel en ce qui concerne la société et sa gestion.

De nombreux risques et incertitudes pourraient faire en sorte que les résultats réels de la société diffèrent sensiblement de ceux qui sont exprimés, sous-entendus ou projetés dans les déclarations prospectives, notamment les suivants :

- l'évolution de la conjoncture économique, notamment une récession ou des modifications du taux d'inflation ou de déflation, les taux d'emploi, les taux d'intérêt, les taux de change ou les prix des dérivés;
- une concurrence accrue, qu'elle soit attribuable aux concurrents actuels ou à de nouveaux joueurs sur le marché;
- l'évolution des préférences des consommateurs pour le commerce électronique, la vente au détail en ligne et l'introduction de nouvelles technologies;
- la saisonnalité et les conditions météorologiques;
- l'incapacité de l'infrastructure de technologies de l'information (« TI ») de la société à soutenir les exigences des activités de la société, ou des atteintes à la sécurité interne ou externe, des attaques par déni de service, des virus, des vers et d'autres atteintes à la protection des données ou à la cybersécurité, connues ou inconnues;
- le fait de ne pas tirer d'avantages des investissements de la société dans ses nouveaux systèmes de TI;
- l'incapacité de la société à gérer les stocks de manière à réduire au minimum l'incidence des stocks désuets ou excédentaires et à contrôler les freintes de stocks;
- le fait de ne pas réaliser les résultats attendus, notamment la croissance des produits, les économies prévues ou les gains d'efficacité opérationnelle associés aux grandes initiatives de la société, y compris la restructuration;
- les variations des passifs de la société au titre de l'impôt sur le résultat, de l'impôt sur le capital, de l'impôt foncier ou d'autres impôts et des passifs réglementaires, y compris les modifications des lois et des règles fiscales ou des cotisations futures.

Cette liste de facteurs pouvant influencer sur les déclarations prospectives de la société n'est pas exhaustive. D'autres risques et incertitudes que la société ne connaît pas à l'heure actuelle ou qu'elle ne juge actuellement pas importants pourraient également faire en sorte que les résultats ou les événements réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont exprimés dans ses déclarations prospectives. Des risques et incertitudes supplémentaires sont analysés dans les documents que la société dépose à l'occasion auprès des autorités de réglementation canadiennes en valeurs mobilières. Les lecteurs sont avisés de ne pas accorder une confiance exagérée à toute déclaration prospective ci-incluse. Ces déclarations traitent seulement de la situation à la date où elles ont été exprimées et la société n'a aucune obligation et nie toute intention de mettre à jour ou de revoir de telles déclarations à la suite d'un quelconque événement, circonstance ou autre, sauf si les lois sur les valeurs mobilières qui s'appliquent l'y obligent.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

La société a déterminé plusieurs mesures de rendement clés et mesures financières non conformes aux PCGR qui, de l'avis de la direction, sont utiles pour évaluer le rendement de la société; les lecteurs sont toutefois prévenus que certaines de ces mesures n'ont pas nécessairement de définition normalisée aux termes des IFRS et, de ce fait, peuvent ne pas être comparables à des expressions semblables utilisées par d'autres sociétés.

En plus de traiter du bénéfice conformément aux IFRS, le présent rapport de gestion contient des références au bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement ajusté (le « BAIIA ajusté »), à titre de mesure financière non conforme aux PCGR. Le BAIIA ajusté se définit en tant que bénéfice net avant la charge ou le recouvrement d'impôt sur le résultat, les produits de dividendes, les produits d'intérêts, la variation nette de la juste valeur des titres négociables, la perte réalisée à la sortie de titres négociables, les charges d'intérêts, la dépréciation du goodwill, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et les pertes de valeur nettes. Le tableau suivant effectue le rapprochement entre la mesure conforme aux PCGR la plus comparable, soit le bénéfice net ou la perte nette, et le BAIIA ajusté. La direction est d'avis que le BAIIA ajusté est un important indicateur de la capacité de la société à générer des liquidités au moyen des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation pour financer les besoins en fonds de roulement et les dépenses d'investissement en immobilisations, et elle utilise cette mesure à ces fins. L'exclusion des produits de dividendes, des produits et des charges d'intérêts, de la variation nette de la juste valeur des titres négociables et de la perte réalisée à la sortie de titres négociables élimine l'incidence sur le bénéfice tiré d'activités autres que d'exploitation. L'exclusion de la dépréciation du goodwill, des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et des charges au titre des pertes de valeur élimine l'incidence hors trésorerie. Le BAIIA ajusté a pour but de fournir des informations additionnelles utiles aux investisseurs et aux analystes. Cette mesure n'a pas de définition normalisée aux termes des IFRS. Bien que les variations des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et des charges au titre des pertes de valeur constituent des charges hors trésorerie, les actifs amortis devront fréquemment être remplacés ultérieurement; par conséquent, le BAIIA ajusté ne reflète pas les besoins de trésorerie pour ces remplacements. Le BAIIA ajusté ne devrait pas être considéré à titre de trésorerie discrétionnaire qui peut être investie dans la croissance de l'entreprise ou encore à titre de mesure de la trésorerie qui sera disponible pour satisfaire aux obligations de la société. D'autres sociétés peuvent calculer le BAIIA ajusté différemment. De temps à autre, la société peut exclure des éléments additionnels si elle croit qu'elle pourra ainsi arriver à une analyse plus efficace du rendement opérationnel sous-jacent. L'exclusion de certains éléments ne signifie pas qu'ils sont non récurrents. Le BAIIA ajusté ne devrait pas servir de substitut aux mesures de la performance calculées selon les IFRS ni être considéré comme une solution de rechange au bénéfice net, aux entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation, d'investissement ou de financement, ou à toute autre donnée contenue dans les états financiers et présentée à titre d'indicateur de la performance financière ou de la

capacité de la société à générer des liquidités, qui sont tous des facteurs présentés conformément aux IFRS. Bien que le BAIIA ajusté est souvent utilisé par les analystes en valeurs mobilières, les prêteurs et les autres intervenants pour évaluer les sociétés, cette mesure comporte des limites à titre d'outil d'analyse et ne devrait pas être prise en compte isolément ni servir de substitut dans l'analyse des résultats de la société présentés conformément aux IFRS.

La société considère que le résultat des activités d'exploitation est une mesure utile de la performance de ses activités de vente au détail. La société a aussi déterminé qu'une autre mesure utile serait celle du résultat des activités d'exploitation avant la dépréciation du goodwill, ce qui exclut l'incidence de la dépréciation du goodwill, qui constitue un élément hors trésorerie. De plus, le bénéfice de base et dilué par action a été présenté en excluant la dépréciation du goodwill, ce qui élimine l'incidence de la dépréciation du goodwill sur le bénéfice net aux fins du calcul. Ces deux mesures supplémentaires présentent des renseignements jugés utiles et elles ne doivent pas être considérées isolément ou comme substitut aux mesures de rendement calculées selon les IFRS.

La société utilise les ventes des magasins comparables comme indicateur de rendement clé (« IRC ») pour évaluer le rendement des magasins et la croissance des ventes. La société a adopté une approche omnicanal pour rejoindre les clients. Vu le comportement des clients qui passent d'un canal à l'autre, la société a lancé des initiatives qui s'adressent à leurs habitudes de magasinage en ligne ou en magasin. Cette approche permet aux clients de magasiner en ligne puis de se faire livrer leurs achats à domicile ou d'aller les ramasser en magasin, de faire des achats dans n'importe quel magasin de la société ou de se faire livrer des articles à domicile à partir des magasins lorsqu'ils ne sont pas disponibles sur place. En raison de ce comportement, la société présente une seule mesure des ventes des magasins comparables qui inclut les ventes réalisées en magasin et par l'intermédiaire des sites de commerce électronique. Les ventes des magasins comparables constituent les ventes générées par des magasins ouverts continuellement pendant les deux périodes comparées et comprennent les ventes en ligne. Les ventes des magasins comparables ne comprennent pas les ventes des comptes clients liés aux ventes en gros. Les ventes des magasins comparables sont mesurées en fonction des mêmes jours civils pour chacune des périodes. Même si cet IRC est exprimé comme un ratio, il constitue une mesure financière non conforme aux PCGR qui n'a pas de définition normalisée aux termes des IFRS et peut ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. La direction utilise les ventes des magasins comparables pour évaluer le rendement des magasins et juge cette mesure utile pour déterminer la part de nouvelles ventes provenant de la croissance des ventes et la part pouvant être attribuée à l'ouverture de nouveaux magasins. Les ventes des magasins comparables constituent une mesure couramment utilisée par les détaillants et sont considérées comme un renseignement utile tant par les investisseurs que par les analystes. Les ventes des magasins comparables ne devraient pas être considérées isolément ou comme substitut aux mesures de rendement calculées selon les IFRS.

Le tableau qui suit présente le rapprochement du bénéfice net (de la perte nette) au BAIIA ajusté :

	Troisième trimestre		Neuf premiers mois de l'exercice	
	2019	2018 ¹	2019	2018 ¹
Bénéfice net (perte nette)	8,9 \$	(16,8) \$	15,7 \$	(14,0) \$
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et pertes de valeur nettes	8,5	10,6	28,8	32,3
Dépréciation du goodwill	–	26,3	–	26,3
Produits de dividendes	(0,5)	(0,6)	(1,8)	(1,8)
Produits d'intérêts	(0,7)	(0,3)	(1,5)	(0,7)
Variation nette de la juste valeur des titres négociables	2,6	(2,1)	3,7	(5,3)
Perte réalisée à la sortie de titres négociables	0,1	–	0,1	–
Charge d'impôt sur le résultat	3,5	1,8	5,7	1,5
BAIIA AJUSTÉ	22,4 \$	18,9 \$	50,7 \$	38,3 \$
BAIIA AJUSTÉ en % des ventes	9,3 %	7,8 %	7,3 %	5,5 %

¹ Les chiffres correspondants ont été retraités du fait de la mise en place de l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Se reporter à la note 3 a) des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du troisième trimestre de l'exercice 2019.

APERÇU DE LA SOCIÉTÉ

La société a un seul secteur à présenter qui tire ses produits principalement de la vente de vêtements pour dames à ses clients grâce à ses six bannières. La société exploite des magasins partout au Canada, principalement dans les galeries marchandes et les mégacentres commerciaux, tout en exploitant également des sites Web de commerce électronique de marchandises pour toutes ses bannières. Ces canaux de vente en ligne offrent la commodité, la sélection et la facilité d'achat tout en accroissant la fidélisation de la clientèle et la notoriété des marques. À l'heure actuelle, la société exerce ses activités sous les bannières suivantes :

Reitmans

Avec ses magasins d'une superficie moyenne de 4 600 pieds carrés, Reitmans est l'une des plus importantes chaînes de commerce de détail de mode féminine au Canada. Elle se démarque par une fidélité de la clientèle solidement établie grâce à un service hors pair, des stratégies marketing novatrices, ainsi que des produits de qualité.

Penningtons

Chef de file canadien du marché des vêtements de grande taille, Penningtons propose à ses clientes une sélection de vêtements tendance et abordables pour les tailles mode 14 à 32. Penningtons exploite des magasins d'une superficie moyenne de 6 000 pieds carrés dans des mégacentres au Canada.

ADDITION ELLE

Addition Elle est une destination mode pour les femmes de taille forte axée sur la mode, la qualité et la coupe, offrant les dernières tendances branchées et les essentiels mode dans un environnement de magasinage inspirant. Addition Elle exploite des magasins d'une superficie moyenne de 6 000 pieds carrés dans les grands centres commerciaux et mégacentres du pays.

RW&CO.

RW & CO. exploite des magasins d'une superficie moyenne de 4 500 pieds carrés situés dans des emplacements de choix dans des centres commerciaux importants. Sa mission est de faire découvrir la mode à une clientèle de style urbain en proposant des vêtements et articles mode pour les hommes et les femmes.



Thyme Maternité est un chef de file de la mode pour futures mamans, proposant des styles actuels tendance pour tous les aspects de leur vie, de la détente au travail, ainsi qu'une gamme complète de vêtements et d'accessoires pour l'allaitement. Thyme exploite des magasins d'une superficie moyenne de 2 000 pieds carrés situés dans des centres commerciaux importants et des mégacentres à l'échelle nationale.



Les produits de marque Hyba consistent en des vêtements sport tendance et abordables qui sont parfaits pour l'entraînement ou le yoga et offerts en tailles TP à 2X.

Le 1^{er} mars 2018, la société a annoncé sa décision de fermer la totalité de ses magasins Hyba d'ici la fin de son exercice courant, soit le 2 février 2019. La société croit au potentiel de croissance à long terme de la marque Hyba et elle a déterminé que la meilleure stratégie est de continuer à offrir les produits de marque Hyba dans l'ensemble du Canada par l'intermédiaire des magasins Reitmans et de ses sites de commerce électronique.

BANNIÈRES

	Nombre de magasins au 3 février 2018	Ouvertures au T1	Fermetures au T1	Ouvertures au T2	Fermetures au T2	Ouvertures au T3	Fermetures au T3	Nombre de magasins au 3 novembre 2018	Nombre de magasins au 28 octobre 2017
Reitmans	270	–	(1)	–	(1)	–	(3)	265	276
Penningtons	122	–	(1)	1	(3)	–	(1)	118	122
Addition Elle	90	–	(1)	–	(1)	–	(5)	83	93
RW & CO.	80	2	(2)	4	–	–	(1)	83	84
Thyme Maternité	63	3	(4)	1	(1)	1	(2)	61	61
Hyba	17	–	(1)	–	(1)	–	(1)	14	16
Total	642	5	(10)	6	(7)	1	(13)	624	652

Diverses raisons motivent la fermeture de magasins étant donné que la viabilité de chacun d'eux et leur emplacement sont constamment surveillés et évalués pour assurer une rentabilité soutenue. Dans la plupart des cas, lorsqu'un magasin est fermé, les marchandises de ce magasin sont vendues dans le cours normal des activités, et les marchandises invendues à la date de fermeture sont habituellement transférées à d'autres magasins exploitant la même bannière en vue d'être vendues dans le cours normal des activités.

INITIATIVES STRATÉGIQUES

La société a entrepris de nombreuses initiatives stratégiques dans le but d'améliorer ses marques, d'accroître sa productivité et sa rentabilité dans l'ensemble de ses activités grâce au perfectionnement de ses systèmes, et de favoriser une culture d'amélioration des processus.

Les initiatives en cours et les nouvelles initiatives de la société sont comme suit :

INITIATIVES	SITUATION ACTUELLE
En ce qui concerne la croissance prévue de ses activités liées au commerce électronique, la société a l'intention d'optimiser la réponse aux commandes en exploitant les stocks de son réseau de magasins au Canada (livraison à partir du magasin). Il est à prévoir que cette initiative, qui vise à améliorer la visibilité des stocks et leur disponibilité à travers tous les canaux, permettra d'accroître la rapidité de la livraison, l'efficacité de la répartition et la rentabilité.	La société a lancé son initiative de livraison à partir du magasin au troisième trimestre de l'exercice 2019 avec sa bannière RW & CO. La société est encouragée par les résultats et elle prévoit étendre la mise en œuvre de l'initiative aux autres bannières au cours de l'exercice qui sera clos le 1 ^{er} février 2020.
La société s'engage à fournir la meilleure expérience numérique à ses clients d'un point de vue stratégique, la société priorise le numérique, ce qui favorise une croissance rapide et durable dans le contexte numérique et omnicanal du secteur du détail. Cet engagement inclut une amélioration continue de l'expérience mobile du client ainsi qu'une initiative visant à offrir une expérience de magasinage plus personnalisée pour ses clients au moyen de données de qualité améliorée pour proposer une offre de produits personnalisés pertinente.	La société continue d'améliorer sa principale plateforme de commerce électronique, de mettre au point sa gestion des relations avec la clientèle et son infrastructure d'automatisation du marketing et d'optimiser ses capacités de gestion des données sur les clients. La société s'est associée à un fournisseur de premier plan pour l'aider à personnaliser son initiative de commercialisation auprès de ses clients. Cette initiative personnalisée doit débiter sur une base d'essai limitée au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2019 en vue d'un déploiement intégral au cours de l'exercice suivant.
La société continue de développer sa stratégie de croissance à l'échelle mondiale pour des marques sélectionnées.	La société dispose d'une équipe dont les membres sont expérimentés et hautement qualifiés et qui se consacrent au développement international. Forte de sa gamme de vêtements de grande taille, la société a mis l'accent sur l'expansion de ses activités de vente de gros au-delà du Canada en ciblant d'importants clients, surtout aux États-Unis. Au troisième trimestre de l'exercice 2019, la société a mis en place un progiciel de gestion intégrée pour les ventes en gros dans le but de réaliser des gains d'efficacité dans le cadre de ses relations d'affaires en matière de vente en gros.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2019 EN REGARD DE CEUX DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2018

	Troisième trimestre de l'exercice 2019	Troisième trimestre de l'exercice 2018 ¹	Variation en \$	Variation en %
Ventes	239,7 \$	242,4 \$	(2,7) \$	(1,1) %
Coût des biens vendus	103,3	106,5	(3,2)	(3,0) %
Marge brute	136,4	135,9	0,5	0,4 %
Marge brute, en pourcentage	56,9 %	56,1 %		
Frais de vente et de distribution et charges administratives	122,3	128,6	(6,3)	(4,9) %
Résultat des activités d'exploitation avant la dépréciation du goodwill	14,1	7,3	6,8	93,2 %
Dépréciation du goodwill	–	26,3	(26,3)	–
Résultat des activités d'exploitation (Charges financières nettes) produits financiers nets	14,1	(19,0)	33,1	s. o.
	(1,7)	4,0	(5,7)	s. o.
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat	12,4	(15,0)	27,4	s. o.
Charge d'impôt sur le résultat	3,5	1,8	1,7	94,4 %
Bénéfice net (perte nette)	8,9 \$	(16,8) \$	25,7 \$	s. o.
BAILA ajusté	22,4 \$	18,9 \$	3,5 \$	18,5 %
Bénéfice (perte) par action :				
De base	0,14 \$	(0,27) \$	0,41 \$	s. o.
Dilué	0,14	(0,27)	0,41	s. o.
Bénéfice par action excluant la dépréciation du goodwill:				
De base	0,14 \$	0,15 \$	(0,01) \$	(6,7) %
Dilué	0,14	0,15	(0,01)	(6,7) %

¹ Les chiffres correspondants ont été retraités du fait de la mise en place de l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Se reporter à la note 3 a) des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du troisième trimestre de l'exercice 2019.

Ventes

Les ventes du troisième trimestre de l'exercice 2019 se sont établies à 239,7 millions de dollars, comparativement à 242,4 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2018, compte tenu d'une réduction nette de 28 magasins. La société continue d'exécuter son plan visant à s'adapter à la nouvelle réalité du commerce de détail en réduisant le nombre de magasins sur certains marchés tout en améliorant ses activités liées au commerce électronique. Les ventes ont subi une incidence défavorable d'environ 1,0 million de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2019 comparativement au troisième trimestre de l'exercice 2018 en raison de la clôture du troisième trimestre de l'exercice 2019 une semaine plus tard que le troisième trimestre de l'exercice 2018.

Les ventes des magasins comparables, qui tiennent compte des ventes du commerce électronique, ont augmenté de 0,2 %. La société continue d'enregistrer une vigoureuse croissance des ventes réalisées en ligne. Vu le comportement des clients qui passent d'un canal à l'autre, la société présente une seule mesure des ventes des magasins comparables qui inclut les ventes réalisées en magasin et par l'intermédiaire des sites de commerce électronique.

Marge brute

La marge brute du troisième trimestre de l'exercice 2019 a augmenté de 0,5 million de dollars, ou 0,4 %, pour s'établir à 136,4 millions de dollars, comparativement à 135,9 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2018. La marge brute tient compte de l'incidence favorable d'environ 0,8 million de dollars attribuable à la clôture du troisième trimestre de l'exercice 2019 une semaine plus tard que le troisième trimestre de l'exercice 2018, les résultats du trimestre à l'étude comprenant ceux d'une semaine qui affiche habituellement des marges supérieures.

Frais de vente et de distribution et charges administratives

Le total des frais de vente et de distribution et des charges administratives pour le troisième trimestre de l'exercice 2019 s'est établi à 122,3 millions de dollars, contre 128,6 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2018. Cette diminution de 6,3 millions de dollars découle principalement de la baisse des coûts d'exploitation des magasins attribuable à la réduction du nombre de magasins, de la diminution de la charge d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et des pertes de valeur nettes ainsi que de la réduction des coûts d'exploitation, facteurs contrebalancés en partie par l'augmentation de la charge au titre du régime incitatif lié au rendement du personnel.

Dépréciation du goodwill

Au 28 octobre 2017, à la suite d'une évaluation de la rentabilité de la bannière Addition Elle, le test de dépréciation effectué par la société a permis de conclure que la valeur comptable du goodwill dépassait sa valeur recouvrable. En conséquence, la société a comptabilisé une perte de valeur du goodwill de 26,3 millions de dollars au troisième trimestre de l'exercice 2018. Au 3 novembre 2018, la société a déterminé qu'il n'existait aucun autre indice de dépréciation.

Produits financiers nets

Les charges financières nettes se sont chiffrées à 1,7 million de dollars au troisième trimestre de l'exercice 2019, comparativement à des produits financiers nets de 4,0 millions de dollars au troisième trimestre de l'exercice 2018. Ce changement est en grande partie attribuable à ce qui suit :

- une diminution de 2,6 millions de dollars de la juste valeur des titres négociables pour le troisième trimestre de l'exercice 2019, contre une augmentation de 2,1 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2018;
- une perte de change de 0,2 million de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2019 en regard d'un profit de 1,0 million de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018, essentiellement attribuable à l'incidence du cours de change lié aux actifs et passifs monétaires libellés en dollars américains; atténuée par
- une augmentation des produits d'intérêts découlant essentiellement de la trésorerie détenue auprès des banques.

Impôt sur le résultat

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2019, la charge d'impôt sur le résultat a été touchée essentiellement par une diminution de 2,6 millions de dollars de la juste valeur des titres négociables à l'égard desquels aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé et par l'incidence des produits de dividendes exonérés d'impôt relativement au revenu provenant d'une entreprise exploitée activement. Les taux d'impôt effectifs de la société tiennent compte de l'incidence de variations des taux d'impôt quasi adoptés dans les divers territoires fiscaux canadiens et étrangers.

Bénéfice net

Le bénéfice net pour le troisième trimestre de l'exercice 2019 s'est établi à 8,9 millions de dollars (bénéfice par action de base et dilué de 0,14 \$) comparativement à une perte nette de 16,8 millions de dollars (perte par action de base et diluée de 0,27 \$) pour le troisième trimestre de l'exercice 2018. L'amélioration de 25,7 millions de dollars du bénéfice net résulte de la progression du résultat des activités d'exploitation au troisième trimestre de l'exercice 2019 et d'une perte de valeur du goodwill inscrite au troisième trimestre de l'exercice 2018. Compte non tenu de la perte de valeur du goodwill de 26,3 millions de dollars, le bénéfice net pour le troisième trimestre de 2018 s'est chiffré à 9,5 millions de dollars comparativement à 8,9 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2019. L'augmentation du résultat des activités d'exploitation de 6,8 millions de dollars au cours du troisième trimestre de l'exercice 2019 a été plus que contrebalancée par la diminution des produits financiers nets et la hausse de la charge d'impôt sur le résultat décrites plus haut.

BAlIA ajusté

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2019, le BAlIA ajusté s'est chiffré à 22,4 millions de dollars, comparativement à 18,9 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2018, soit une hausse de 3,5 millions de dollars. L'amélioration du BAlIA ajusté est surtout attribuable à la réduction des coûts d'exploitation mentionnée précédemment.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION DES NEUF PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE 2019 EN REGARD DE CEUX DES NEUF PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE 2018

	Neuf premiers mois de l'exercice 2019	Neuf premiers mois de l'exercice 2018 ¹	Variation en \$	Variation en %
Ventes	696,1 \$	700,2 \$	(4,1) \$	(0,6) %
Coût des biens vendus	305,7	312,8	(7,1)	(2,3) %
Marge brute	390,4	387,4	3,0	0,8 %
Marge brute, en pourcentage	56,1 %	55,3 %		
Frais de vente et de distribution et charges administratives	370,3	382,0	(11,7)	(3,1) %
Résultat des activités d'exploitation avant la dépréciation du goodwill	20,1	5,4	14,7	s. o.
Dépréciation du goodwill	–	26,3	(26,3)	s. o.
Résultat des activités d'exploitation	20,1	(20,9)	41,0	s. o.
Produits financiers nets	1,3	8,4	(7,1)	(84,5) %
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat	21,4	(12,5)	33,9	s. o.
Charge d'impôt sur le résultat	5,7	1,5	4,2	s. o.
Bénéfice net (perte nette)	15,7 \$	(14,0) \$	29,7 \$	s. o.
BAILA ajusté	50,7 \$	38,3 \$	12,4 \$	32,4 %
Bénéfice (perte) par action :				
De base	0,25 \$	(0,22) \$	0,47 \$	s. o.
Dilué	0,25	(0,22)	0,47	s. o.
Bénéfice par action excluant la dépréciation du goodwill:				
De base	0,25 \$	0,19 \$	0,06 \$	31,6 %
Dilué	0,25	0,19	0,06	31,6 %

¹ Les chiffres correspondants ont été retraités du fait de la mise en place de l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Se reporter à la note 3 a) des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du troisième trimestre de l'exercice 2019.

Ventes

Les ventes des neuf premiers mois de l'exercice 2019 ont diminué de 4,1 millions de dollars, ou 0,6 %, pour s'établir à 696,1 millions de dollars, compte tenu d'une réduction nette de 28 magasins. La société continue d'exécuter son plan visant à s'adapter à la nouvelle réalité du commerce de détail en réduisant le nombre de magasins sur certains marchés tout en améliorant ses activités liées au commerce électronique. Les ventes des neuf premiers mois de l'exercice 2019 ont bénéficié d'une incidence favorable d'environ 1,7 million de dollars du fait de la clôture des neuf premiers mois de l'exercice 2019 une semaine plus tard que les neuf premiers mois de l'exercice 2018.

Les ventes des magasins comparables, qui tiennent compte des ventes du commerce électronique, ont augmenté de 1,0 %. La société continue d'enregistrer une vigoureuse croissance des ventes réalisées en ligne. Vu le comportement des clients qui passent d'un canal à l'autre, la société présente une seule mesure des ventes des magasins comparables qui inclut les ventes réalisées en magasin et par l'intermédiaire des sites de commerce électronique.

Marge brute

En pourcentage des ventes, la marge brute des neuf premiers mois de l'exercice 2019 a augmenté pour s'établir à 56,1 %, comparativement à 55,3 % pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018, ce qui s'explique essentiellement par l'effet favorable du cours de change se chiffrant à environ 5,9 millions de dollars dans le cadre d'achats libellés en dollars américains compris dans le coût des produits vendus. De plus, la marge brute tient compte de l'incidence favorable d'environ 4,3 millions de dollars attribuable à la clôture des neuf premiers mois de l'exercice 2019 une semaine plus tard que les neuf premiers mois de l'exercice 2018 étant donné que les résultats pour les neuf premiers mois de l'exercice 2019 comprennent ceux d'une semaine qui affiche habituellement des marges supérieures. Ces facteurs positifs ont été plus que contrebalancés par l'augmentation des activités de promotion au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2019.

Frais de vente et de distribution et charges administratives

Le total des frais de vente et de distribution et des charges administratives pour les neuf premiers mois de l'exercice 2019 s'est établi à 370,3 millions de dollars, comparativement à 382,0 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018. La diminution de 11,7 millions de dollars découle essentiellement de la baisse des coûts d'exploitation des magasins attribuable à la réduction du nombre de magasins, de celle de la charge d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et des pertes de valeur nettes ainsi que de celle des coûts d'exploitation, en partie contrebalancées par l'augmentation de la charge au titre du régime incitatif lié au rendement du personnel et par la hausse des coûts de cessation d'emploi.

Dépréciation du goodwill

Au 28 octobre 2017, à la suite d'une évaluation de la rentabilité de la bannière Addition Elle, le test de dépréciation effectué par la société a permis de conclure que la valeur comptable du goodwill dépassait sa valeur recouvrable. En conséquence, la société a comptabilisé une perte de valeur du goodwill de 26,3 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018. Au 3 novembre 2018, la société a déterminé qu'il n'existait aucun autre indice de dépréciation.

Produits financiers nets

Les produits financiers nets se sont chiffrés à 1,3 million de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2019, comparativement à 8,4 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018. Cette baisse est principalement attribuable aux facteurs qui suivent :

- une diminution de 3,7 millions de dollars de la juste valeur des titres négociables pour les neuf premiers mois de l'exercice 2019, contre une augmentation de 5,3 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018; atténuée par
- une augmentation des produits d'intérêts découlant essentiellement de la trésorerie détenue auprès des banques;
- un profit de change de 1,8 million de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2019 en regard d'un profit de 0,6 million de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018, essentiellement attribuable à l'incidence du cours de change lié aux actifs et passifs monétaires libellés en dollars américains.

Impôt sur le résultat

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2019, la charge d'impôt sur le résultat a été touchée essentiellement par une diminution de 3,7 millions de dollars de la juste valeur des titres négociables à l'égard desquels aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé et par l'incidence des produits de dividendes exonérés d'impôt relativement au revenu provenant d'une entreprise exploitée activement. Les taux d'impôt effectifs de la société tiennent compte de l'incidence de variations des taux d'impôt quasi adoptés dans les divers territoires fiscaux canadiens et étrangers.

Bénéfice net

Le bénéfice net pour les neuf premiers mois de l'exercice 2019 s'est établi à 15,7 millions de dollars (bénéfice par action de base et dilué de 0,25 \$) comparativement à une perte nette de 14,0 millions de dollars (perte par action de base et diluée de 0,22 \$) pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018. L'amélioration de 29,7 millions de dollars du bénéfice net découle essentiellement de la perte de valeur du goodwill de 26,3 millions de dollars subie au troisième trimestre de l'exercice 2018, de la hausse du résultat des activités d'exploitation, contrebalancée en partie par la diminution des produits financiers nets et l'augmentation de la charge d'impôt, comme il est indiqué ci-dessus.

BAIIA ajusté

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2019, le BAIIA ajusté s'est chiffré à 50,7 millions de dollars, comparativement à 38,3 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018. L'amélioration du BAIIA ajusté est surtout liée à la hausse de la marge brute attribuable à la clôture des neuf premiers mois de l'exercice 2019 une semaine plus tard que les neuf premiers mois de l'exercice 2018, combinée à l'effet favorable du cours de change dans le cadre d'achats libellés en dollars américains comptabilisés dans le coût des biens vendus et à la baisse des coûts d'exploitation, comme il est indiqué ci-dessus.

CONTRATS DE CHANGE

La société importe la majeure partie de ses achats de marchandises de fournisseurs étrangers, les délais d'approvisionnement pouvant parfois atteindre 12 mois. La société conclut des contrats de change à terme afin de couvrir une partie importante de son exposition aux fluctuations de la valeur du dollar américain, et ce, généralement jusqu'à 12 mois à l'avance. La société a pour principe de couvrir au moins 80 % des achats de marchandises libellés en dollars américains prévus pour un exercice donné au moyen de contrats de change à terme, toute exigence supplémentaire étant remplie grâce aux achats au comptant en dollars américains.

Les contrats de change à terme en cours, qui sont tous désignés comme couvertures de flux de trésorerie, se détaillent comme suit :

	Prix d'exercice moyen	Montant notionnel en \$ US	Actif financier dérivé	Passif financier dérivé	Montant net
3 novembre 2018	1,274 \$	130,0 \$	4,5 \$	- \$	4,5 \$
28 octobre 2017	1,303 \$	199,5 \$	1,6 \$	(5,5) \$	(3,9) \$
3 février 2018	1,286 \$	204,5 \$	- \$	(9,7) \$	(9,7) \$

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

En raison de la saisonnalité et de la période des Fêtes, les résultats d'exploitation d'un trimestre donné ne sont pas nécessairement indicatifs des résultats d'exploitation d'un exercice complet. Le tableau qui suit présente les principales données financières consolidées pour les huit trimestres les plus récents. Toute référence à « 2019 » correspond à l'exercice qui sera clos le 2 février 2019, toute référence à « 2018 » correspond à l'exercice clos le 3 février 2018 et toute référence à « 2017 » correspond à l'exercice clos le 28 janvier 2017.

	Troisième trimestre		Deuxième trimestre		Premier trimestre		Quatrième trimestre	
	2019 (13 semaines)	2018 ² (13 semaines)	2019 (13 semaines)	2018 ² (13 semaines)	2019 (13 semaines)	2018 ² (13 semaines)	2018 ² (14 semaines)	2017 ² (13 semaines)
Ventes	239,7 \$	242,4 \$	248,8 \$	250,8 \$	207,6 \$	207,1 \$	264,2 \$	248,4 \$
Bénéfice net (perte nette)	8,9	(16,8) ¹	10,0	9,4	(3,2)	(6,6)	(1,9)	0,3
Bénéfice (perte) par action								
De base	0,14 \$	(0,27) ¹ \$	0,16 \$	0,15 \$	(0,05) \$	(0,10) \$	(0,03) \$	0,00 \$
Dilué(e)	0,14	(0,27) ¹	0,16	0,15	(0,05)	(0,10)	(0,03)	0,00
Bénéfice net (perte nette), compte non tenu de la dépréciation du goodwill	8,9 \$	9,5 \$	10,0 \$	9,4 \$	(3,2) \$	(6,6) \$	(1,9) \$	0,3 \$
Bénéfice (perte) par action, compte non tenu de la dépréciation du goodwill								
De base	0,14 \$	0,15 \$	0,16 \$	0,15 \$	(0,05) \$	(0,10) \$	(0,03) \$	0,00 \$
Dilué(e)	0,14	0,15	0,16	0,15	(0,05)	(0,10)	(0,03)	0,00

¹ Inclut l'incidence d'une dépréciation du goodwill de 26,3 millions de dollars liée à la bannière Addition Elle.

² Les chiffres correspondants ont été retraités du fait de la mise en place de l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Se reporter à la note 3 a) des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du troisième trimestre de l'exercice 2019. Les données financières du quatrième trimestre de l'exercice 2017 ne reflètent pas l'adoption de l'IFRS 15.

BILAN

Le tableau suivant présente certains postes choisis du bilan de la société au 3 novembre 2018 et au 3 février 2018 :

	3 novembre 2018	3 février 2018 ¹	Variation en \$	Variation en %
Trésorerie et équivalents de trésorerie	124,7 \$	104,7 \$	20,0 \$	19,1 %
Titres négociables	58,2	62,0	(3,8)	(6,1) %
Clients et autres débiteurs	6,0	4,9	1,1	22,4 %
Actif (passif) financier dérivé net	4,5	(9,7)	14,2	s. o.
Stocks	149,9	137,1	12,8	9,3 %
Immobilisations corporelles et incorporelles	118,7	129,7	(11,0)	(8,5) %
Impôt sur le résultat différé	24,2	28,0	(3,8)	(13,6) %
Impôt sur le résultat (à payer) recouvrable	(4,5)	2,2	(6,7)	s. o.
Fournisseurs et autres créditeurs (courants et non courants)	121,3	102,3	19,0	18,6 %
Produits différés	10,2	20,0	(9,8)	(49,0) %

¹ Les chiffres correspondants ont été retraités du fait de la mise en place de l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Se reporter à la note 3 a) des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du troisième trimestre de l'exercice 2019.

Les variations de certains postes choisis des bilans de la société au 3 novembre 2018 en comparaison au 3 février 2018 s'expliquent essentiellement par ce qui suit :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté en raison surtout d'une hausse des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation de la société, contrebalancée en partie par des investissements dans les immobilisations corporelles et des versements de dividendes.
- Les titres négociables ont diminué en raison de la variation nette de leur juste valeur pour les neuf premiers mois de l'exercice 2019.
- Les clients et autres débiteurs se composent principalement des ventes par carte de crédit enregistrées au cours des derniers jours du trimestre, des créances au titre des comptes clients liés aux ventes en gros et des débiteurs liés au programme d'incitatifs fiscaux courants du gouvernement. L'augmentation s'explique surtout par la hausse des créances au titre des comptes clients liés aux ventes en gros et des créances sur cartes de crédit.
- La variation des positions dérivées nettes est attribuable à l'incidence d'ajustements à la valeur de marché des contrats de change à terme.
- La légère hausse des stocks découle principalement de l'augmentation normale de la marchandise en prévision des ventes de la période des Fêtes.
- La société continue de gérer étroitement son investissement dans les immobilisations corporelles et incorporelles. La baisse rend compte de la réduction du nombre de magasins. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2019, 18,5 millions de dollars ont été investis au titre des immobilisations corporelles et incorporelles. Les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et les pertes de valeur nettes de 28,8 millions de dollars ont été comptabilisés pour les neuf premiers mois de l'exercice 2019.
- Les actifs d'impôt différé ont diminué essentiellement en raison des différences temporaires imposables résultant des contrats de change à terme. L'impôt sur le résultat différé est surtout attribuable aux différences temporaires déductibles des immobilisations corporelles et incorporelles et du passif au titre des retraites.
- L'impôt sur le résultat à payer a augmenté sous l'effet principalement des passifs d'impôt estimés et d'une diminution de l'impôt recouvrable du fait que des montants ont été reçus des autorités fiscales au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2019.

- Les fournisseurs et autres crédateurs ont été touchés essentiellement par l'augmentation des stocks au cours du trimestre et le calendrier de paiements relativement aux taxes de vente. Les fournisseurs et autres crédateurs de la société se composent dans une large mesure de dettes fournisseurs, de crédateurs au titre des avantages du personnel, de crédateurs liés aux locaux et de passifs liés à la taxe de vente.
- Les produits différés ont diminué, principalement en raison du calendrier d'encaissement des cartes-cadeaux. Les produits différés se composent de cartes-cadeaux inutilisées et de points et primes de fidélisation accordés dans le cadre de programmes de fidélisation de la clientèle. Les produits sont comptabilisés lorsque les cartes-cadeaux et les points et primes de fidélisation sont utilisés.

GESTION DES RISQUES D'EXPLOITATION ET DES RISQUES FINANCIERS

Les stratégies de gestion des risques d'exploitation et des risques financiers sont décrites en détail dans le rapport de gestion annuel et dans la notice annuelle de la société pour l'exercice clos le 3 février 2018, lesquels sont disponibles sur le site Web de Sedar, à l'adresse www.sedar.com.

Aucune modification importante des risques d'exploitation et des risques financiers de la société n'a été constatée au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2019.

LIQUIDITÉS, FLUX DE TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

Les fonds qu'utilise la société servent essentiellement à répondre aux exigences du fonds de roulement, aux dépenses d'investissement et au paiement de dividendes. Au 3 novembre 2018, les capitaux propres s'élevaient à 355,0 millions de dollars, ou 5,61 \$ par action (349,8 millions de dollars, ou 5,52 \$ par action au 28 octobre 2017; 342,0 millions de dollars, ou 5,40 \$ par action au 3 février 2018). La société continue à jouir d'une solide situation financière. Les principales sources de liquidités de la société sont constituées de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements dans des titres négociables totalisant 182,9 millions de dollars au 3 novembre 2018 (179,1 millions de dollars au 28 octobre 2017; 166,7 millions de dollars au 3 février 2018). La trésorerie est détenue dans des comptes portant intérêt auprès de grandes institutions financières canadiennes. La société surveille de près le risque auquel l'exposent ses placements de liquidités. La société dispose de lignes de crédit d'exploitation non garanties disponibles contractées auprès de banques à charte canadiennes d'au plus 75,0 millions de dollars, ou son équivalent en dollars américains. Au 3 novembre 2018, une tranche de 4,4 millions de dollars (4,1 millions de dollars au 28 octobre 2017; 4,3 millions de dollars au 3 février 2018) de ces lignes de crédit d'exploitation était affectée aux fins de lettres de crédit de soutien et de lettres de crédit documentaires. Ces facilités de crédit sont utilisées principalement à l'appui des achats dans le cadre de contrats de change à terme en dollars américains, à titre de garanties liées à des droits de douane gouvernementaux et pour des lettres de crédit en dollars américains émises à l'intention de tiers fournisseurs étrangers qui ne sont pas à crédit ouvert. La société utilise rarement ces facilités de crédit à d'autres fins. Les lignes de crédit d'exploitation qui font l'objet d'une affectation sont comptabilisées lorsque la société considère qu'il est probable qu'un paiement doit être effectué à l'autre partie au contrat. La société n'a inscrit aucun passif à l'égard de ces engagements.

La société souscrit de l'assurance de risques auprès de sociétés d'assurances qui sont stables financièrement. La société maintient des programmes exhaustifs de sécurité interne et de prévention des pertes afin d'atténuer l'incidence financière des vols.

En date du 6 novembre 2017, la société avait remboursé la totalité de sa dette à long terme. La société a versé des dividendes s'élevant à 0,05 \$ par action pour le troisième trimestre de l'exercice 2019, pour un total de 3,2 millions de dollars, ce qui cadre avec les chiffres du troisième trimestre de l'exercice 2018. La société a versé des dividendes s'élevant à 0,15 \$ par action pour les neuf premiers mois de l'exercice 2019, pour un total de 9,5 millions de dollars, ce qui cadre avec les chiffres des neuf premiers mois de l'exercice 2018. En ce qui concerne la politique de dividendes, le conseil d'administration tient compte du bénéfice par action de la société, de ses flux de trésorerie d'exploitation, du niveau de dépenses d'investissement en immobilisations prévues et de sa trésorerie et titres négociables. Le ratio de paiement cible est d'environ 50 % à 80 % du bénéfice par action durable, 50 % à 75 % des flux de trésorerie d'exploitation en tenant compte de la capacité d'augmenter le dividende à même les liquidités inscrites au bilan de la société, si ces objectifs ne sont pas atteints pour un exercice donné. Le conseil d'administration réexamine régulièrement ces directives.

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2019, la société a investi 7,2 millions de dollars et 18,5 millions de dollars en trésorerie au titre des dépenses d'investissement au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2019, principalement pour l'ouverture et la rénovation de magasins ainsi que pour des investissements en matière de technologie dont il est question à la rubrique intitulée « Initiatives stratégiques » du présent rapport de gestion. La société s'attend à investir près de 30,0 millions de dollars au titre des dépenses d'investissement en immobilisations pour l'exercice 2019. Ces dépenses, en plus du versement de dividendes et de tout remboursement liés aux facilités de crédit bancaire devraient être financées à l'aide des ressources financières existantes de la société et des fonds provenant de ses activités.

La société s'attend à ce que la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements dans des titres négociables, les flux de trésorerie futurs provenant des activités d'exploitation et les montants qu'elle peut prélever sur des lignes de crédit d'exploitation lui permettent de financer son programme de dépenses d'investissement ainsi que ses besoins courants liés à ses activités au cours des 12 prochains mois, y compris le fonds de roulement et les obligations financières.

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Les engagements financiers de la société qui ne s'inscrivent pas dans le cours normal des activités de la société sont sensiblement les mêmes que ceux décrits dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 3 février 2018.

RENSEIGNEMENTS SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

En date du 6 décembre 2018, 13 440 000 actions ordinaires et 49 890 266 actions de catégorie A sans droit de vote de la société étaient émises et en circulation. Chaque action ordinaire donne à son porteur une voix aux assemblées des actionnaires de la société. Le nombre des options sur actions en cours de la société s'établissait à 1 937 800 et leur prix d'exercice moyen était de 8,06 \$. Chaque option sur actions donne à son porteur le droit d'acheter une action de catégorie A sans droit de vote de la société à un prix d'exercice établi en fonction du cours des actions à la date à laquelle l'option a été attribuée.

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2019, la société n'a racheté aucune action aux termes d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités approuvée en décembre 2017. Pour plus de précisions sur l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, il y a lieu de se reporter aux états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 3 février 2018.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

Instruments financiers dérivés

Dans le cours normal de ses activités, la société doit prendre des engagements longtemps d'avance pour l'approvisionnement d'une part importante de ses achats de marchandises, dans certains cas jusqu'à douze mois d'avance. La majeure partie de ces achats doit être réglée en dollars américains. La société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses engagements à long terme en dollars américains, notamment des achats au prix au comptant et des contrats de change à terme assortis généralement d'échéances d'au plus 12 mois.

Les contrats de change en cours au 3 novembre 2018, au 28 octobre 2017 et au 3 février 2018 figurent à la rubrique intitulée « Contrats de change » du présent rapport de gestion.

Un contrat de change à terme est un accord contractuel visant l'achat ou la vente ultérieur d'une devise à un prix et à une date déterminés. Les risques de crédit existent dans l'éventualité où une contrepartie manquerait à ses engagements. La société réduit ce risque en ne faisant affaire qu'avec des contreparties hautement cotées, habituellement des grandes institutions financières canadiennes. La société n'a pas recours à des instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les transactions entre parties liées n'ont fait l'objet d'aucun changement important par rapport à celles présentées dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 3 février 2018.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La société jouit d'un haut niveau de liquidité en raison des soldes importants de trésorerie et d'équivalents de trésorerie qu'elle détient ainsi que de ses titres négociables. La société a recours à ses liquidités pour financer la construction et les rénovations continues de magasins de même que ses besoins en fonds de roulement. Les instruments financiers qui sont exposés à des concentrations de risque de crédit consistent essentiellement en des éléments de trésorerie et des équivalents de trésorerie, des titres négociables, des clients et autres débiteurs et des contrats de change. La société atténue ce risque en ne traitant qu'avec des contreparties hautement cotées, soit ordinairement de grandes institutions financières canadiennes. La société surveille de près le risque auquel l'exposent ses placements de liquidités à court terme. Les titres négociables consistent en des actions privilégiées de sociétés ouvertes canadiennes hautement cotées. Le portefeuille de placements de la société est exposé à la volatilité des marchés boursiers.

Comme la volatilité du dollar américain par rapport au dollar canadien se répercute sur le bénéfice et même si la société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses obligations continues libellées en dollars américains, dont des achats au prix au comptant et des contrats de change, cette volatilité peut l'exposer à des risques.

ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES, JUGEMENTS ET HYPOTHÈSES

Principales sources d'incertitude liée aux estimations

Aucune modification importante des principales sources d'incertitude liée aux estimations ou des jugements posés lors de l'application des méthodes comptables présentées dans les états financiers consolidés annuels et le rapport de gestion annuel de la société pour l'exercice clos le 3 février 2018 (disponibles sur le site Web de Sedar, à l'adresse www.sedar.com) n'a été constatée.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES ADOPTÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2019

Les nouvelles méthodes comptables décrites ci-dessous ont été adoptées aux fins des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les neuf premiers mois de l'exercice 2019 :

- IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*
- IFRS 2, *Paieement fondé sur des actions*

De plus amples informations sur ces nouvelles méthodes comptables sont fournies à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les neuf premiers mois de l'exercice 2019.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES ET INTERPRÉTATIONS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ ADOPTÉES

Un certain nombre de nouvelles normes, et de normes et interprétations modifiées ne s'appliquent pas encore à l'exercice 2019, et n'ont pas été appliquées aux fins de l'établissement des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les neuf premiers mois de l'exercice 2019. Les nouvelles normes et normes et interprétations modifiées suivantes sont actuellement à l'étude :

- IFRS 16, *Contrats de location*
- Modification, réduction ou liquidation d'un régime (modifications d'IAS 19)

De plus amples informations sur ces modifications sont fournies à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les neuf premiers mois de l'exercice 2019.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Il incombe à la direction d'élaborer et de maintenir un système de contrôles et de procédures de communication de l'information de manière à fournir l'assurance raisonnable que toute l'information importante liée à la société et à ses filiales est recueillie et communiquée en temps opportun à la haute direction de manière à ce que des décisions éclairées puissent être prises en temps opportun en ce qui concerne son obligation d'informer le public.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Il incombe à la direction d'élaborer et de maintenir des contrôles internes à l'égard de l'information financière qui sont adéquats de façon à fournir l'assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des rapports financiers à des fins externes conformément aux IFRS.

Dans la conception de ces contrôles, il faut considérer le fait qu'en raison de ses limites inhérentes, tout système de contrôles, aussi bien conçu et appliqué soit-il, ne saurait fournir qu'une assurance raisonnable que les objectifs de contrôle visés seront atteints et qu'il pourrait ne pas être en mesure de prévenir ni de détecter des inexactitudes. Les projections quant à l'application de l'évaluation de l'efficacité à des périodes ultérieures présentent le risque que le contrôle puisse devenir inadéquat du fait de l'évolution possible des conditions existantes ou de la détérioration du degré de conformité aux politiques et procédures. De plus, la direction doit faire appel à son jugement lorsqu'elle évalue les contrôles et procédures.

Aucune modification n'a été apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2019 qui a eu, ou qui pourrait vraisemblablement avoir, une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société.

PERSPECTIVES

La société est en bonne position pour l'avenir avec ses bannières reconnaissables, chacune offrant une expérience positive et notable de la marque et lui permettant de profiter d'un solide réseau de magasins et d'une offre de produits en ligne exceptionnelle. Une série de mesures ont été mises en œuvre pour accroître la rentabilité, y compris l'amélioration des produits offerts, une gestion plus serrée des stocks et l'enrichissement de l'expérience client en magasin et en ligne. La mise en place des initiatives stratégiques visant à soutenir les pratiques changeantes d'achat des consommateurs pour répondre efficacement à leurs demandes progresse à un rythme soutenu.

L'évolution du secteur du détail et des habitudes de magasinage des consommateurs est plus rapide que jamais et, en conséquence, la société reconnaît qu'elle doit faire des gains importants en matière de souplesse et d'efficacité. Son aptitude à s'adapter rapidement à ces nouvelles demandes et à continuer de se réinventer sera au cœur de sa croissance à long terme et de son succès futur.